

RÈGLEMENT D'ADMISSION À L'ENTRÉE EN FORMATION :

ASSISTANT DE SERVICE SOCIAL
ÉDUCATEUR SPÉCIALISÉ
ÉDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS
ÉDUCATEUR TECHNIQUE SPÉCIALISÉ

Le présent règlement, porté à la connaissance des candidats, est établi en référence au texte réglementaire relatif à la formation, à savoir :

L'arrêté du 6 octobre 2025 relatif aux diplômes d'État susvisés :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052384266> : (diplôme d'assistant de service social).

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052384644> : (diplôme d'éducateur spécialisé).

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000052384774> : (diplôme d'éducateur technique spécialisé).

https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/article_jo/JORFARTI000052384559 : (diplôme d'éducateur de jeunes enfants).

Le présent règlement contient :

- Une annexe portant sur les candidatures relevant des listes dites Quota et Hors Quota :

Liste Quota

Relèvent de la liste Quota les candidats dont la formation pédagogique fait l'objet d'une prise en charge financière par la Région Grand Est, dans la limite du contingent de places financées.

Liste Hors Quota

Relèvent de la liste Hors Quota les candidats ne bénéficiant d'aucune prise en charge financière de la part de la Région Grand Est

- Une annexe portant sur les conditions générales de prise en charge de la formation pédagogique par la Région Grand Est

- ⇒ **Critères de départage des ex aequo :**

1. Aptitudes spécifiques au secteur social
2. Cohérence du choix des métiers
3. Aptitudes relationnelles et communicationnelles
4. Cohérence du choix de la formation et connaissance de son contenu »

⇒ **Candidats relevant de la liste Hors Quota**

⇒ **Communication des résultats**

Aucun résultat ne sera communiqué par téléphone.

⇒ **Candidats non-admis**

Les candidats non-admis peuvent prendre connaissance des appréciations de l'évaluation de l'entretien à compter de la date des résultats, et ce pendant un mois, en adressant une **demande écrite au service Admissions** : admissions@irtsa.fr

V. DISPOSITIONS PARTICULIERES

A. Candidats admis de droit

Les candidats dispensés de l'entretien de sélection visant l'admission sont énumérés ci-après. Ils doivent toutefois satisfaire aux prérequis mentionnés dans les conditions d'accès à la formation :

1° Les candidats ayant signé un contrat d'apprentissage ou de professionnalisation au sein d'un établissement ou service social ou médico-social ;

2° Les candidats ayant déjà acquis un ou plusieurs blocs de compétences des diplômes d'État susvisés, relevant des dispositions antérieures aux arrêtés du 6 octobre 2025 relatifs aux diplômes d'État d'assistant de service social, d'éducateur spécialisé, d'éducateur de jeunes enfants et d'éducateur technique spécialisé ;

Ainsi, la date de réception de votre courrier de désistement envoyé en recommandé, définit le point de départ des modalités de remboursement :

- ⇒ Intervenant avant le 15 juillet, les frais de scolarité sont remboursés sauf retenue pour frais de dossier ;
- ⇒ Intervenant plus de 8 jours avant la rentrée, les frais de scolarité sont remboursés, les droits d'inscription restant acquis au centre de formation ;
- ⇒ Intervenant moins de 8 jours avant la rentrée, aucun remboursement ne pourra être effectué.

Reims, le 06/01/2026

Le Directeur Général,
Stéphane FOURNAL



- ✓ **Pour connaître les conditions d'accès à l'apprentissage, veuillez- vous rendre sur notre site : cfa@irtsca.fr**
- ✓ **Pour trouver un employeur, le futur candidat à l'apprentissage peut postuler dans les secteurs et établissements suivants :**
 - **Secteur privé :** établissements relevant de la branche sociale et médico-sociale.
 - **Secteur public :** collectivités territoriales (régions, départements, communes), établissements publics relevant des collectivités territoriales, établissements publics de santé, établissements publics à caractère sanitaire et social.

L'IRTS Champagne-Ardenne tient à la disposition de ces candidats et de leur employeur, un devis et une proposition de convention de formation établis sur la base d'un cursus complet de formation. Le devis sera mis à disposition de l'employeur avant le passage de l'entretien de sélection.

Un candidat admis en formation en situation d'emploi, sans éléments de preuve d'un accord de prise en charge des frais de formation par son employeur ou un OPCO, avant la date d'entrée en formation, ne pourra pas intégrer cette dernière.

Vérifiez votre éligibilité pour la prise en charge de la formation pédagogique en vous rendant sur le site de la Région Grand Est :

<https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/prise-charge-frais-de-formation-secteur-sanitaire-soc>

ANNEXE N°2 AU REGLEMENT D'ADMISSION À LA FORMATION : Conditions générales de prise en charge de la formation pédagogique par la Région Grand Est

Secteur Sanitaire et Social DES MÉTIERS D'AVENIR !

Conditions générales de prise en charge des formations sanitaires et sociales :

- ambulancier, auxiliaire de puériculture, aide-soignant, ergothérapeute (Mulhouse), infirmier, manipulateur en électroradiologie médicale, psychomotricien (Mulhouse)
- moniteur éducateur technicien de l'intervention sociale et familiale, assistant de service social, éducateur de jeunes enfants, éducateur spécialisé, éducateur technique spécialisé, 3^e année en conseiller économie sociale et familiale

RENTÉE DE
**SEPTEMBRE 2025 ET
PREMIER TRIMESTRE 2026**

 **Vous êtes éligible**
à la prise en charge régionale ! 

 **Vous n'êtes pas éligible**
à la prise en charge régionale ! 


1 VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS ET ÊTES EN POURSUITE D'ÉTUDES

 Vous devez fournir un **certificat de scolarité**
(année 2023-2024 ou 2024-2025)

 Le statut de jeune de 26 ans en
poursuite d'études est prioritaire

- Vous avez suivi une **préparation aux concours/sélections**
- Vous avez le **Diplôme d'Accès aux Études Supérieures**

2 VOUS ÊTES DEMANDEUR D'EMPLOI

 Vous êtes **non démissionnaire** au cours de la
période de référence* qui démarre 6 mois avant la
date de rentrée de la sélection et jusqu'à la date de
rentrée effective (y compris en cas de report).

 Possibilité de mobiliser
votre **Compte Personnel de Formation (CPF)**
et de compléter sur fonds propres si vous souhaitez
beneficier de la mesure compensatoire

*PÉRIODE DE RÉFÉRENCE : période durant laquelle votre statut est examiné pour déterminer si vous êtes éligible à la prise en charge régionale du coût de votre formation.
Cette période de référence ne s'applique pas aux formations D'AIDE-SOIGNANT ET D'AUXILIAIRE DE PUÉRICULTURE.

Vous avez démission pour l'un des motifs suivants :

- **Rupture à l'initiative du salarié** d'un contrat aidé, d'un emploi d'avenir, d'un service civique, d'un contrat volontariat gendarmerie ;
- Pour cause de **non-paiement des salaires** ;
- Pour **suivre le conjoint** suite à une mutation ou mariage ;
- Pour **suivre son enfant handicapé** admis dans une structure d'accueil ;
- Pour cause de **violences conjugales** ;
- Pour cause de **d'actes délictueux** dans le cadre du contrat de travail.

Vous êtes **démissionnaire** au cours de la période de référence* qui démarre 6 mois avant la date de rentrée de la sélection et jusqu'à la date de rentrée effective (y compris en cas de report).

Le dispositif « DÉMISSION RECONVERSION » n'est pas reconnu, pendant la période de référence, comme démission permettant la prise en charge du coût de la formation par la Région.

 Vous avez démissionné **avant la période de référence**.
Vous n'avez **pas renouvelé votre CDD**.


Vous êtes éligible
à la prise en charge régionale !




Vous n'êtes pas éligible
à la prise en charge régionale !



3

VOUS ÊTES SALARIÉ

- ▶ Vous avez un **contrat de travail dont la durée est inférieure à 18 heures par semaine ou 78 heures par mois** en moyenne durant les neuf mois précédant l'entrée en formation ;
- ▶ Vous avez un **contrat de travail à durée déterminée qui expire au plus tard dans les 7 jours** qui suivent le début de la formation ;
- ▶ Votre **congé parental a pris fin** avant le démarrage de la formation ;
- ▶ Votre **contrat de travail est rompu** : licenciement, rupture conventionnelle de CDI... la **procédure doit impérativement avoir abouti avant la rentrée** ou au **plus tard dans les 7 jours** qui suivent le début de la formation
- ▶ Vous êtes **VDI ou micro-entrepreneur** et vos revenus déclarés en moyenne sur les 6 derniers mois avant l'entrée en formation s'élèvent mensuellement au maximum à 720 euros.

 **L'inscription à France Travail est obligatoire**



 **Obligation de mobiliser votre Compte Personnel de Formation (CPF)** et de compléter sur fonds propres si vous souhaitez bénéficier de la mesure compensatoire

- ▶ Vous avez gardé un **lien juridique avec un employeur** :
- ▶ Vous êtes en **congé parental** ;
- ▶ Vous êtes en **congé sabbatique, en disponibilité, en congé de formation professionnelle, commerçant, profession libérale, ...** ;
- ▶ Vous êtes **VDI ou micro-entrepreneur** et vos revenus déclarés en moyenne sur les 6 derniers mois avant l'entrée en formation sont supérieurs mensuellement à 720 euros.



PIÈCES À FOURNIR À L'INSTITUT DE FORMATION

- ▶ **Attestation dûment complétée par France Travail** datant au maximum du mois précédant la rentrée ;
- ▶ **Attestation Unedic** ou à défaut les **contrats de travail** pour l'ensemble des emplois pendant la période de référence ;
- ▶ S'il y a lieu, **toutes pièces justifiant d'un changement de profil** ou d'une situation particulière.